

Communiqué de presse de la marche Aurat Lahore

Les grandes entreprises technologiques abandonnent les femmes au Pakistan

Nous, les femmes, la communauté non binaire et transgenre du Pakistan, nous adressons aux entreprises de médias sociaux basées dans des pays lointains, aux entreprises qui profitent du trafic et des clics que nous générons mais qui nous laissent tomber chaque jour alors que les femmes sont harcelées et menacées en ligne. Au cours des deux dernières semaines, dans le sillage des marches Aurat organisées dans les villes du Pakistan à l'occasion de la Journée internationale de la femme, les plateformes de médias sociaux ont été le théâtre d'incitations à la violence, de campagnes de désinformation massives et de violences en ligne à l'encontre des femmes, des personnes trans et non binaires qui s'expriment en faveur de la justice entre les sexes. L'inaction de ces plateformes technologiques a mis en danger la vie des organisatrices et des participant.e.s de la marche et a porté un préjudice irréparable au mouvement féministe au Pakistan.

Les femmes, les personnes trans et non binaires ont collectivement consacré des heures et des heures de travail non rémunéré à la création de contenus sur les plateformes de médias sociaux, rendant ces espaces plus inclusifs, accueillants et informatifs. C'est ce même contenu que les plateformes de médias sociaux s'empressent de rentabiliser, mais ces mêmes plateformes n'assument pas la responsabilité de la violence qui cible les utilisateurs vulnérables sur ces plateformes. La vérité est dure mais mérite d'être dite : les plateformes de médias sociaux, monopolisées par les géants de la technologie perchés dans la Silicon Valley, sont loin d'être des espaces sûrs pour les femmes - en particulier celles du Sud - et contribuent à nuire activement à des structures vulnérables.

La désinformation a été utilisée dans les espaces en ligne pour diffuser des contenus faux et dangereux accusant les organisatrices féministes et les participant.e.s de la Marche Aurat de blasphème et d'activités antireligieuses par le biais de discours haineux, de vidéos truquées et de tendances incitant à la violence. Les tendances Twitter appelant à la pendaison des féministes, accusant les organisatrices de blasphème et de discours de haine envers les minorités religieuses et sexuelles ont duré des heures, voire des jours entiers. Twitter n'a rien fait. Il y avait sur YouTube des vidéos avec des milliers et des milliers de vues colportant de fausses théories du complot et des mensonges flagrants -- la plateforme -- n'a rien fait malgré les signalements. Des chaînes comptant des milliers d'abonnés continuent de colporter la haine, souvent avec des comptes vérifiés. Facebook et Instagram sont des plaques tournantes de raids sur les profils féministes -- la plateforme continue de tolérer ce genre de contenu au nom de la liberté d'expression.

Les plateformes de médias sociaux ont usurpé le pouvoir de décision pour déterminer ce qui constitue ou non un discours dangereux et haineux sur leurs plateformes, prenant des décisions qui changent la vie des gens sans aucune responsabilité ni transparence. Il ne s'agit pas de débats abstraits pour nous, mais de la différence entre la vie et la mort ; les critiques sous forme de violence sociétale et de violence domestique. C'est la différence entre utiliser ces plateformes pour dire la vérité au pouvoir, ou désactiver son compte et se murer dans le silence.

Nous faisons le travail de signaler le contenu, d'expliquer pourquoi il viole les directives de votre communauté (une communauté dans laquelle nous sommes à peine représenté.e.s) et pourtant ces entreprises multimilliardaires font preuve d'un mépris total pour les dangers de la désinformation et du harcèlement en ligne pour les femmes au Pakistan. Les dommages causés à nos vies sont collatéraux sur l'autel supérieur de la liberté d'expression et du profit. Mais à quoi sert cette liberté d'expression si nous ne sommes plus là pour parler ? Il est clair que les femmes et les structures marginalisées du Sud ne comptent pas pour ces géants de la technologie.

Nous exigeons que :

- 1.** Les entreprises de médias sociaux pratiquent une transparence radicale dans leur prise de décision et fournissent sur demande les raisons détaillées de leurs décisions en matière de modération de contenu. Notamment : si le contenu a été examiné par des modérateurs humains ou des systèmes automatisés, la raison de la décision et la manière dont le contenu a été examiné.
- 2.** Les ressources soient drastiquement augmentées pour la modération des contenus relatifs à la violence sexiste sur leurs plateformes et pour les contenus générés par le Sud global. Dans le même temps, nous exigeons que les modérateurs humains affectés à ces tâches reçoivent une rémunération adéquate et une rémunération de subsistance correspondant à la nature de leur travail et qu'ils bénéficient d'un soutien psycho-social pour faire face au traumatisme professionnel secondaire que leur travail entraîne.
- 3.** Les directives communautaires soient révisées afin de prendre en compte les risques particuliers et émergents de pays du Sud, en laissant plus de place au contexte et à l'évaluation des conséquences dans la prise de décision. Le processus de révision des directives communautaires doit être ouvert, inclusif et collaboratif avec les communautés qui subissent des dommages.
- 4.** Les flux d'informations alimentés par des algorithmes sur les médias sociaux déterminent ce qui est vu et par qui. Ces décisions ont un impact sur nos vies et nous exigeons au minimum une transparence algorithmique.
- 5.** Ces géants de la technologie sont réglementés et démantelés car ils ont renoncé à toute responsabilité pour assurer la sécurité de leurs utilisateur.trice.s et il est évident que les entreprises privées à but lucratif ne sont pas à la hauteur de la tâche.

Nous envisageons un Internet moins privatisé et monopolisé qui donne le pouvoir aux utilisateur.trice.s et non aux gouvernements ou aux milliardaires.